



Assemblée générale

Distr. générale
19 novembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 150 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

Point au 30 juin 2021 de la situation financière des opérations de maintien de la paix dont le mandat est terminé

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport fait le point de la situation financière au 30 juin 2021 de 29 missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé. Cinq de ces missions accusaient un déficit de trésorerie net d'un montant total de 85,6 millions de dollars (contre 85,5 millions de dollars au 30 juin 2020). Ce déficit résultait principalement du non-paiement des quotes-parts des États Membres, le montant non réglé à ce titre s'élevant à 152,4 millions de dollars, ce qui a pesé sur la capacité de ces missions à honorer leurs obligations, notamment à rembourser les sommes dues aux États Membres (63,0 millions de dollars) au titre du matériel appartenant aux contingents et des services assurés conformément aux lettres d'attribution pendant que ces missions étaient en cours.

Les 24 autres missions terminées présentaient un excédent de trésorerie d'un montant total net de 159,4 millions de dollars (contre 149,7 millions de dollars au 30 juin 2020) pouvant être porté au crédit des États Membres. La situation de trésorerie nette a affiché une augmentation de 9,7 millions de dollars, qui correspondait essentiellement aux contributions reçues des États Membres (8,7 millions de dollars) et aux produits des placements (0,7 million de dollars).

Au cours l'exercice considéré, l'Organisation a dû emprunter auprès d'opérations de maintien de la paix terminées pour faire face aux déficits de trésorerie au titre du budget ordinaire. C'est la troisième fois au cours des trois dernières années que le Secrétaire général a dû prélever des avances sur les comptes de missions terminées pour financer les activités prévues au budget ordinaire. Sans ces avances, l'Organisation aurait risqué de voir ses activités perturbées et de se trouver dans l'impossibilité de verser les traitements du personnel et de respecter ses engagements envers ses fournisseurs en 2018, 2019 et 2020. La possibilité de prélever des avances



sur les excédents de trésorerie des opérations de maintien de la paix terminées a également été prise en compte dans l'établissement des prévisions de dépenses au titre du budget ordinaire de 2021 ; si l'Organisation avait été privée d'accès à ces fonds, le taux d'exécution prévu pour 2021 aurait été plus faible.

Le Secrétaire général prie l'Assemblée générale d'autoriser le maintien dans les comptes des missions terminées des excédents de trésorerie nets jusqu'à ce que la situation de trésorerie au titre du budget ordinaire et des opérations de maintien de la paix s'améliore et se stabilise.

Abréviations

APRONUC	Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge
ATNUSO	Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental
ATNUTO	Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental
CSRE	Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda)
FORDEPRENU	Force de déploiement préventif des Nations Unies
FPNU	Forces de paix des Nations Unies
GANUPT	Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition
GOMNUII	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq
MANUH	Mission d'appui des Nations Unies en Haïti
MANUTO	Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUAR	Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda
MINUBH	Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
MINUGUA	Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala
MINUHA	Mission des Nations Unies en Haïti
MINUJUSTH	Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURCA	Mission des Nations Unies en République centrafricaine
MINURCAT	Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSIL	Mission des Nations Unies en Sierra Leone
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MINUT	Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
MIPONUH	Mission de police civile des Nations Unies en Haïti
MISNUS	Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne

MITNUH	Mission de transition des Nations Unies en Haïti
MONUA	Mission d'observation des Nations Unies en Angola
MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
MONUIK	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït
MONUL	Mission d'observation des Nations Unies au Libéria
MONUOR	Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
MONUSIL	Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone
MONUT	Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan
ONUB	Opération des Nations Unies au Burundi
ONUCA	Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ONUMoz	Opération des Nations Unies au Mozambique
ONUSAL	Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador
ONUSOM	Opération des Nations Unies en Somalie
UNAVEM	Mission de vérification des Nations Unies en Angola
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNMLT	Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge

I. Introduction

1. Le présent rapport donne des informations actualisées sur la situation financière des missions de maintien de la paix terminées depuis la parution du précédent rapport du Secrétaire général sur la question (A/75/619).

2. Dans le présent rapport, le Secrétaire général fait le point de la situation financière au 30 juin 2021 des 29 missions terminées pour lesquelles un rapport final sur la situation financière a été publié : APRONUC, ATNUSO-Groupe d'appui de la police civile, ATNUTO-MANUTO, FORDEPRENU, FPNU, GANUPT, GOMNUH, MANUH-MITNUH-MIPONUH, MINUBH, MINUEE, MINUGUA, MINUHA, MINURCA, MINURCAT, MINUS, MINUSIL-MONUSIL, MINUT, MISNUS, MONUG, MONUIK, MONUL, MONUOR-MINUAR, MONUT, ONUB, ONUCA-ONUSAL, ONUMOZ, ONUSOM, UNAVEM-MONUA et UNMLT. Pour chacune de ces missions, on trouvera dans l'annexe I du présent rapport des informations sur les contributions non réglées par les États Membres, ainsi que sur les sommes dues aux États Membres, notamment aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, sur les montants pouvant être portés au crédit des États Membres et les trop-perçus, ainsi que sur les autres éléments du passif.

3. Au 30 juin 2021, les contributions non réglées par les États Membres au titre des 29 missions terminées susmentionnées représentaient un montant total de 367,9 millions de dollars. Les montants suivants étaient dus aux États Membres : 81,4 millions de dollars (sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police) ; 35,6 millions de dollars (montants pouvant être portés au crédit des États Membres) ; 0,01 million de dollars (trop-perçus).

4. Dans la section II et l'annexe I du présent rapport, les missions terminées sont réparties en deux groupes, comme dans les rapports précédents : d'une part, celles qui présentaient un excédent de trésorerie net et, d'autre part, celles qui présentaient un déficit de trésorerie net. Les premières sont celles dont la situation de trésorerie était positive après déduction des passifs, tandis que les secondes sont celles dont la situation de trésorerie était négative après déduction des passifs. Au 30 juin 2021, 24 missions étaient classées dans le groupe des missions terminées qui présentaient un excédent de trésorerie net et 5 autres dans le groupe des missions terminées qui présentaient un déficit de trésorerie net.

5. Au cours des derniers exercices, les opérations de maintien de la paix suivantes se sont terminées : la MINUJUSTH, la MINUL, la MINUSTAH et l'ONUCI. Dans sa décision 75/553 C, l'Assemblée générale a décidé de reporter à la deuxième partie de la reprise de sa soixante-seizième session l'examen des documents concernant ces missions. Ces quatre missions terminées ne sont donc pas prises en compte dans le présent rapport.

II. Données financières consolidées

Opérations de maintien de la paix présentant un excédent de trésorerie net

6. Au 30 juin 2021, 24 des 29 missions de maintien de la paix examinées dans le présent rapport affichaient un excédent de trésorerie pouvant être porté au crédit des États Membres, dont le montant total s'élevait à 159 448 000 dollars (voir tableau 1). Au total, les liquidités et les équivalents de trésorerie s'élevaient à 213 270 000 dollars. Le passif représentait au total 53 822 000 dollars, soit : a) 18 430 000 dollars au titre des sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ; b) 35 378 000 dollars à porter au crédit des États Membres ; c) 14 000 dollars de trop-perçus.

7. On trouvera dans l'annexe I du présent rapport le détail de ces montants pour chacune des missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé.

Tableau 1

Situation de trésorerie consolidée au 30 juin 2021 des missions suivantes : ATNUSO-Groupe d'appui de la police civile des Nations Unies, ATNUTO-MANUTO, FORDEPRENU, FPNU, GANUPT, GOMNUII, MINUBH, MINUEE, MINUHA, MINURCAT, MINUS, MINUSIL-MONUSIL, MINUT, MISNUS, MONUG, MONUIK, MONUL, MONUOR-MINUAR, MONUT, ONUB, ONUCA-ONUSAL, ONUMOZ, UNAVEM-MONUA et UNMLT

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Liquidités	213 270
À déduire : passif	(53 822)
Montant net des liquidités au 30 juin 2021	159 448

8. La variation du montant total net des liquidités entre le 30 juin 2020 et le 30 juin 2021 est présentée dans le tableau 2. À la fin du mois de juin 2020, ce montant s'élevait à 149 662 000 dollars pour l'ensemble des 24 missions concernées. À la fin du mois de juin 2021, il était de 159 448 000 dollars pour ces mêmes missions.

Tableau 2

Variation du montant net des liquidités entre le 30 juin 2020 et le 30 juin 2021

(En milliers de dollars des États-Unis)

Montant net des liquidités au 30 juin 2020	149 662
Avances consenties à des opérations de maintien de la paix en cours	—
Autres avances (budget ordinaire, avances entre missions terminées, Fonds de réserve pour le maintien de la paix)	—
Produits des placements, frais bancaires et gains/(pertes) de change nets	663
Contributions reçues d'États Membres	8 699
Ajustements sur périodes antérieures	424
Montant net des liquidités au 30 juin 2021	159 448

Avances consenties à des opérations de maintien de la paix en cours

9. Dans sa résolution [73/307](#) sur l'amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale a approuvé, à titre expérimental, pour trois exercices budgétaires, le principe de la gestion commune des soldes de trésorerie de toutes les opérations de maintien de la paix en cours, étant entendu que des comptes séparés seraient conservés pour chaque mission. En conséquence, au cours de la période de référence, qui s'est terminée le 30 juin 2021, aucune mission en cours n'a reçu de nouvelles avances de missions terminées, et il ne restait aucune avance à rembourser à des missions terminées par des missions en cours au 30 juin 2021.

10. Dans le dernier rapport sur l'amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies ([A/76/429](#)), l'Assemblée générale a été invitée à noter que la poursuite de la gestion commune de la trésorerie des opérations de

maintien de la paix en cours était bénéfique pour le remboursement rapide des montants dus aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police.

Autres avances

11. Au cours de la période considérée, une nouvelle avance d'un montant de 100,0 millions de dollars a été prélevée sur les comptes des missions terminées pour financer les activités relevant du budget ordinaire, par mesure de précaution. Il s'agissait d'une avance à court terme, qui a été versée et remboursée au cours du même mois, en décembre 2020. Au 30 juin 2021, il ne restait donc aucune avance accordée au profit du budget ordinaire à rembourser à des missions terminées.

12. Toutefois, pendant tout l'exercice, il restait à régler des avances d'un montant de 11 008 000 dollars qui avaient été faites par des missions terminées présentant un excédent de trésorerie net à des missions terminées présentant un déficit de trésorerie net, notamment à la MANUH-MITNUH-MIPONUH (7 366 000 dollars), à la MINURCA (3 518 000 dollars) et à la MINUGUA (124 000 dollars). Le solde des avances entre ces missions terminées est resté inchangé pendant la période considérée, les missions débitrices n'ayant pas reçu de contributions qui leur restaient dues et n'ayant donc pas pu rembourser les avances.

13. On trouvera en annexe au présent rapport un graphique représentant les montants des avances (annexe II) et un relevé mensuel des avances prélevées sur les comptes des missions terminées ainsi que des montants remboursés (annexe III) depuis juillet 2016.

Produits des placements, frais bancaires et gains/pertes de change nets

14. Les produits des placements (575 000 dollars) et les gains de change liés aux allocations de fonds semestrielles du fonds de gestion centralisée des liquidités (98 000 dollars), qui ont été contrebalancés en partie par les frais bancaires (10 000 dollars), ont représenté des recettes totales de 663 000 dollars.

15. Les produits des placements (575 000 dollars) ont principalement concerné les FPNU (281 000 dollars), la MINUHA (66 000 dollars), l'UNAVEM-MONUA (46 000 dollars), la MONUOR-MINUAR (33 000 dollars) et l'ONUMOZ (24 000 dollars), ayant été inférieurs à 20 000 dollars par mission dans les autres cas.

Contributions reçues d'États Membres

16. Au cours de l'exercice, les États Membres ont réglé des arriérés de contribution d'un montant de 8 699 000 dollars au titre des FPNU (8 551 000 dollars) et de la MINUS (148 000 dollars). Au 30 juin 2021, le montant total des contributions non acquittées au titre des 24 missions considérées était de 215 482 000 dollars (voir annexe I).

Ajustements sur périodes antérieures

17. Les ajustements sur périodes antérieures, d'un montant de 424 000 dollars, concernent les indemnités d'assurance perçues à la suite de dommages matériels.

18. Le tableau 3 donne la répartition du solde de trésorerie, dont le montant total net s'élevait à 159 448 000 dollars au 30 juin 2021, entre les 24 missions de maintien de la paix concernées.

Tableau 3

Missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé disposant d'un solde de trésorerie positif au 30 juin 2021

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>Montant</i>
ATNUSO	965
ATNUTO-MANUTO	2 865
FORDEPRENU	2 114
FPNU	88 635
GANUPT	381
GOMNUII	191
MINUBH	1 148
MINUEE	2 234
MINUHA	12 719
MINURCAT	2 595
MINUS	6 973
MINUSIL-MONUSIL	1 748
MINUT	1 860
MISNUS	158
MONUG	535
MONUIK	621
MONUL	193
MONUOR-MINUAR	11 731
MONUT	123
ONUB	1 555
ONUCA-ONUSAL	423
ONUMUZ	8 356
UNAVEM-MONUA	11 324
UNMLT	1
Total	159 448

Opérations de maintien de la paix présentant un déficit de trésorerie net

19. Au 30 juin 2021, 5 des 29 missions examinées dans le présent rapport affichaient des déficits de trésorerie d'un montant total net de 85 604 000 dollars (voir tableau 4). Ces déficits tenaient aux contributions non acquittées, d'un montant total de 152 415 000 dollars.

20. Au total, les liquidités et équivalents de trésorerie s'élevaient à 1 389 000 dollars. Le passif représentait au total 86 993 000 dollars, soit : a) 62 991 000 dollars au titre des sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ; b) 174 000 dollars à porter au crédit des États Membres ; c) 23 828 000 au titre des autres éléments du passif, y compris les avances provenant d'autres missions terminées et du Fonds de réserve pour le maintien de la paix.

Tableau 4

**Situation de trésorerie consolidée au 30 juin 2021 des missions suivantes :
APRONUC, MANUH-MITNUH-MIPONUH MINUGUA, MINURCA
et ONUSOM**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Liquidités	1 389
À déduire : passif	(86 993)
Déficit de trésorerie net au 30 juin 2021	(85 604)

21. La variation, entre le 30 juin 2020 et le 30 juin 2021, de la situation de trésorerie nette des cinq missions terminées accusant un déficit est présentée dans le tableau 5.

Tableau 5

**Variation, entre le 30 juin 2020 et le 30 juin 2021, de la situation de trésorerie
nette des missions terminées accusant un déficit**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Déficit de trésorerie net au 30 juin 2020	(85 522)
Produits des placements et gains/(pertes) de change nets	(82)
Contributions reçues d'États Membres	—
Autres éléments du passif (avances non remboursées et montants pouvant être portés au crédit des États Membres)	—
Déficit de trésorerie net au 30 juin 2021	(85 604)

Produits des placements et gains/pertes de change nets

22. Le montant net de 82 000 dollars, indiqué dans le tableau 5 ci-dessus, se décompose comme suit : une perte de change de 86 000 dollars, liée principalement à la réévaluation des créances libellées en dollars canadiens au titre de l'APRONUC, et des produits de placements de 4 000 dollars.

Contributions reçues d'États Membres

23. Au cours de l'exercice, les États Membres n'ont pas réglé d'arriérés de contribution au titre d'opérations de maintien de la paix accusant un déficit net de trésorerie.

Autres éléments de passif

24. Au cours de l'exercice, le montant des avances à rembourser par les missions terminées qui affichent un déficit de trésorerie n'a pas varié, s'élevant à 23 828 000 dollars, dont : a) 11 008 000 dollars dus par la MANUH-MITNUH-MIPONUH, la MINURCA et la MINUGUA à des missions terminées (voir par. 12 ci-dessus) ; b) 12 820 000 dollars que la MINURCA doit au Fonds de réserve pour le maintien de la paix depuis février 2000, du fait de son manque de liquidités.

25. Les montants dus aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police sont restés stables au cours de l'exercice, s'établissant à 63,0 millions de dollars, contre 62,9 millions de dollars pour la période précédente. L'augmentation de 0,1 million de dollars est attribuable à une réévaluation des créances libellées en

dollars canadiens au 30 juin 2021, comme expliqué au paragraphe 22 ci-dessus. La répartition entre les sommes dues au titre du matériel appartenant aux contingents et les sommes dues au titre des lettres d'attribution est indiquée dans l'annexe IV du présent rapport.

26. La somme due à l'ex-Yougoslavie (174 000 dollars) n'a pas varié.

27. Le tableau 6 donne la répartition du déficit de trésorerie, dont le montant net s'élevait à 85 604 000 dollars au 30 juin 2021, entre les cinq missions de maintien de la paix concernées. On trouvera dans l'annexe I du présent rapport une répartition plus détaillée de ces montants pour chacune des missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé.

Tableau 6

Missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé ayant un déficit de trésorerie au 30 juin 2021

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>Montant</i>
APRONUC	(39 482)
MANUH-MITNUH-MIPONUH	(7 252)
MINUGUA	(123)
MINURCA	(23 810)
ONUSOM	(14 937)
Total	(85 604)

III. Besoins de trésorerie de l'Organisation

Opérations de maintien de la paix en cours

28. Dans son rapport sur l'amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies (A/73/809), le Secrétaire général a proposé plusieurs mesures visant à faire en sorte que les missions en cours disposent d'une réserve de liquidités plus viable, notamment la création d'un fonds de roulement, la mise en recouvrement annuelle et la gestion en commun des liquidités de ces opérations. Dans sa résolution 73/307, l'Assemblée générale a approuvé, à titre expérimental, pour trois exercices budgétaires, le principe de la gestion commune des soldes de trésorerie de toutes les opérations de maintien de la paix en cours, étant entendu que des comptes séparés seraient conservés pour chaque mission. Dans la même résolution, elle a souscrit à la recommandation faite par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de ne pas approuver la création d'un fonds de roulement pour le maintien de la paix (A/73/891, par. 36).

29. Conformément aux décisions prises par l'Assemblée générale comme suite à sa résolution 73/307, un mécanisme a été mis en place pour répondre aux besoins de liquidités des opérations de maintien de la paix en cours au moyen d'avances internes entre ces opérations. La MINUK et la MINURSO ont ainsi pu rembourser les avances qui leur avaient été versées par des missions terminées et, depuis octobre 2019, elles reçoivent régulièrement de nouvelles avances de missions en cours. Depuis 10 ans, elles ont toutes deux recours à des avances à chaque exercice. Au 31 octobre 2021, ces avances provenant d'opérations de maintien de la paix en cours s'élevaient à 15 millions de dollars pour la MINURSO et à 32,5 millions de dollars pour la MINUK. Les recettes provenant des contributions mises en recouvrement sont

généralement irrégulières et difficiles à prévoir, ce qui a une incidence sur la situation de trésorerie des missions en cours.

30. En outre, dans sa résolution 73/307, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de veiller à ce que les dispositifs de contrôle et de supervision voulus soient en place et à ce que ce mode de gestion ne nuise pas à l'exécution du mandat des missions prêteuses. En conséquence, la MINUJUSTH n'a pas pu bénéficier du mécanisme d'avances entre opérations en cours pour l'exercice 2019/20 et la MINUAD n'en a pas non plus bénéficié pour l'exercice 2020/21, car leurs difficultés respectives à recouvrer les contributions donnaient à penser qu'elles risqueraient de ne pas pouvoir rembourser l'avance à la mission prêteuse. La MINUJUSTH a été en mesure de rembourser les sommes qu'elle devait à des missions terminées en mars 2020 et, par la suite, aucune mission en cours n'a reçu de nouvelles avances de missions terminées. Cependant, la MINUAD, qui est dans la phase de clôture, devait, au 31 octobre 2021, 87,6 millions de dollars aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et ne disposait pas de liquidités suffisantes pour régler les sommes dues.

Activités relevant du budget ordinaire

31. Bien qu'elle ait amélioré sa capacité de gérer la trésorerie des missions en cours, l'Organisation a dû utiliser les excédents de trésorerie des missions terminées pour financer les activités relevant du budget ordinaire en 2018, en 2019 et en 2020. Malgré les mesures d'économie de plus en plus strictes qu'elle a prises durant ces trois années, les fonds disponibles par l'intermédiaire du Fonds de roulement et du Compte spécial étaient encore insuffisants au cours de cette période.

32. En 2018, des avances d'un montant de 151,7 millions de dollars ont été prélevées au mois de septembre sur les comptes des missions terminées pour financer les activités relevant du budget ordinaire, avant d'être remboursées en novembre. En décembre 2018, de nouvelles avances d'un montant de 137,7 millions de dollars ont été prélevées pour financer ces activités et ont été remboursées au cours du même mois.

33. De même, en 2019, le financement des activités relevant du budget ordinaire s'est heurté vers la fin de l'année à un grave problème de liquidités, auquel l'Organisation n'a pu remédier qu'en prélevant des avances sur les excédents de trésorerie des missions terminées. En septembre 2019, ces activités ont ainsi bénéficié d'une avance de 75 millions de dollars, qui a permis à l'Organisation de verser les traitements du personnel et de respecter ses engagements envers les fournisseurs. En novembre 2019, une nouvelle avance d'un montant de 112,6 millions de dollars a été faite pour financer les activités relevant du budget ordinaire. D'un montant total de 187,6 millions de dollars, ces avances prélevées sur les comptes de missions terminées ont été remboursées le 31 décembre 2019.

34. En 2020, la situation de trésorerie s'est dégradée : en début d'année, les arriérés de contribution s'établissaient à 711 millions de dollars et il était difficile de prévoir le montant des versements et le calendrier de recouvrement. Elle aurait été pire encore sans les mesures extraordinaires qui ont été prises au cours de l'année, telles que le gel des recrutements, dans le prolongement de celles de 2019. Les incertitudes quant aux recettes provenant des contributions ont perduré tout au long de 2020. L'Organisation a de nouveau utilisé les excédents de trésorerie des missions terminées en décembre 2020, en prélevant une avance de 100 millions de dollars à court terme, par mesure de précaution, afin de veiller au respect des engagements en matière de paie. Le fait que l'Organisation ait eu recours à ces fonds plus tard en 2020 qu'en 2019 résulte des mesures extraordinaires qui ont été prises au cours de l'année pour réduire les dépenses de façon à les aligner sur les entrées de fonds prévues ; ces

mesures ont toutefois eu des incidences sur les activités et sur l'exécution du budget ordinaire.

35. En 2021, des restrictions plus sévères ont été imposées sur toutes les dépenses afin d'éviter un défaut de paiement au premier trimestre, car les arriérés de contributions atteignaient un montant record de 808 millions de dollars en début d'année et que l'Organisation avait d'important besoins de liquidités, ayant différé des paiements d'un montant de 269 millions de dollars. Un montant record d'environ 1 milliard de dollars ayant été reçu en avril 2021, une partie des restrictions ont été allégées en mai, afin de réduire le risque qu'une nouvelle crise financière ne survienne plus tard dans l'année. La possibilité d'utiliser les excédents de trésorerie des missions terminées, en cas de besoin, a permis à l'Organisation de lever en mai toutes les restrictions sur les dépenses hors postes, sachant que les prévisions en matière de décaissements à ce stade laissaient supposer que les réserves de liquidités du budget ordinaire pourraient être épuisées au cours du dernier trimestre. Le rythme des dépenses, freiné par les restrictions partielles à l'embauche et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement liées à la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), indique désormais qu'il ne sera pas nécessaire de prélever des avances sur les excédents de trésorerie des missions terminées pour financer le budget ordinaire en 2021.

36. Pendant trois années consécutives, les excédents de trésorerie des missions terminées ont joué un rôle vital dans la continuité des activités relevant du budget ordinaire, servant de complément essentiel aux réserves de liquidités du budget ordinaire, qui étaient insuffisantes. L'expérience de 2020 et du début de 2021 – en particulier les effets que les restrictions apportées au recrutement et aux dépenses hors postes ont eus sur l'exécution des mandats – montre que faute d'autres solutions, l'utilisation de ces excédents reste essentielle à la mise en œuvre des activités relevant du budget ordinaire, surtout en l'absence d'augmentation de la dotation du Fonds de roulement, laquelle avait été proposée par le Secrétaire général en 2017, 2018 et 2019. S'il n'est pas possible d'utiliser les excédents de trésorerie des missions terminées comme réserve d'urgence supplémentaire pour le financement des activités relevant du budget ordinaire, l'objectif fixé au début de chaque année pour l'exécution du budget devrait être revu à la baisse en conséquence, afin d'éviter un éventuel défaut de paiement et de permettre à l'Organisation d'honorer ses obligations légales. Le versement tardif et le non-paiement des contributions, associés à des réserves de liquidités insuffisantes, compromettent la capacité de l'Organisation à exécuter le budget tel qu'il a été approuvé et planifié, ce qui nuit à l'exécution des mandats et à la mise en œuvre des activités.

Rapport sur l'amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies

37. Dans son dernier rapport sur l'amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies (A/76/429), le Secrétaire général a proposé plusieurs mesures visant à résoudre d'urgence la crise des liquidités, notamment la poursuite de la gestion commune de la trésorerie des opérations de maintien de la paix en cours et l'assouplissement des restrictions applicables à l'utilisation du Fonds de réserve pour le maintien de la paix, pour qu'il puisse servir de mécanisme de liquidités pour les opérations courantes des missions en cours.

38. Dans l'attente de la décision de l'Assemblée générale sur le rapport et des répercussions que les mesures qui y sont décrites auront sur la situation de trésorerie, le Secrétaire général propose, dans le présent rapport, de maintenir le solde net de trésorerie disponible dans les comptes de 24 missions dont le mandat est terminé

jusqu'à ce que la situation de trésorerie s'améliore et se stabilise en ce qui concerne aussi bien le budget ordinaire que les opérations de maintien de la paix.

39. Les décisions et les demandes de l'Assemblée générale décrites dans la section IV ci-dessous se répercutent également sur les problèmes liés aux besoins de trésorerie de l'Organisation.

IV. Décisions et demandes de l'Assemblée générale

40. Au paragraphe 8 de sa résolution [75/296](#), l'Assemblée générale a souligné sa volonté de régler le problème des sommes dues aux pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police et des sommes dues aux États Membres au titre des soldes inutilisés des budgets des opérations de maintien de la paix dont le mandat est terminé. Pendant leur examen des rapports précédents du Secrétaire général sur la situation financière des opérations de maintien de la paix dont le mandat est terminé, les États Membres ont proposé et examiné chaque année différents moyens de restituer les crédits dans les missions affichant un excédent de trésorerie et de régler le passif, notamment les montants dus aux pays fournisseurs de contingents et de forces de police. Le règlement des sommes dues aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police par les missions de maintien de la paix terminées qui affichent un déficit de trésorerie net nécessiterait une décision de l'Assemblée générale, qui devrait se prononcer sur les modalités de paiement de ces sommes dues de longue date.

41. Au paragraphe 9 de sa résolution [75/296](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer de prendre toutes les mesures nécessaires pour rembourser les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police avant la clôture des missions de maintien de la paix. Les missions ayant récemment terminé leur mandat, à savoir l'ONUCI, la MINUL, la MINUSTAH et la MINUJUSTH, ont réglé les sommes qu'elles devaient aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police. Cependant, comme indiqué au paragraphe 30 ci-dessus, la MINUAD, dont le mandat a pris fin le 31 décembre 2020, devait 87,6 millions de dollars aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police au 31 octobre 2021.

42. Au paragraphe 6 de sa résolution [75/296](#), l'Assemblée générale a noté que l'utilisation des soldes non restitués pour couvrir les besoins temporaires de liquidités de l'Organisation n'était pas un mécanisme formellement établi et a souligné que cette pratique n'était pas viable à terme. On examinera ci-après les problèmes qui touchent les opérations de maintien de la paix en cours et les activités financées au moyen du budget ordinaire à la lumière d'autres demandes de l'Assemblée générale.

Opérations de maintien de la paix en cours

43. Les difficultés rencontrées par les opérations de maintien de la paix en cours en ce qui concerne leurs besoins immédiats de trésorerie ont été temporairement atténuées grâce à la possibilité de prêter et d'emprunter des liquidités entre missions en cours, pour une période d'essai initiale de trois ans, à compter de l'exercice 2019/20, en application de la résolution [73/307](#) de l'Assemblée générale. Conformément à la demande exprimée par l'Assemblée générale dans la même résolution, selon laquelle il faut veiller à ce que les dispositifs de contrôle et de supervision voulus soient en place et à ce que ce mode de gestion ne nuise pas à l'exécution du mandat des missions prêteuses, les deux dernières missions entrées en phase de clôture, à savoir la MINUJUSTH pour l'exercice 2019/20 et la MINUAD pour l'exercice 2020/21, n'ont pas été en mesure d'emprunter auprès d'opérations de maintien de la paix en cours. Les difficultés généralement rencontrées par les

missions en cours de fermeture pour recouvrer les contributions donnaient à penser qu'elles risqueraient de ne pas pouvoir rembourser les avances consenties par une ou plusieurs missions prêteuses. Étant donné que l'Assemblée générale a donné la directive d'éviter les effets négatifs sur l'exécution du mandat des missions prêteuses, il pourrait être nécessaire que certaines missions en cours et en phase de clôture obtiennent des avances auprès de missions terminées. Ces problèmes sont plus fréquents pendant la phase de clôture d'une mission, comme en témoignent le cas des cinq missions présentant un déficit de trésorerie, qui ont conservé des passifs pendant de longues périodes, ainsi que les exemples plus récents de la MINUJUSTH et de la MINUAD.

44. En outre, plusieurs missions en cours, telles que la MINURSO et la MINUK, accusent de nombreuses années de retards dans le recouvrement des contributions et pourraient ne pas être en mesure de rembourser les avances versées par la ou les missions prêteuses si la situation continue de se dégrader à cet égard. Dans un tel scénario, si l'on applique les modalités approuvées à l'heure actuelle, ces missions risquent de ne pas pouvoir emprunter des liquidités à une autre mission en cours et donc de devoir prélever des avances sur les excédents de trésorerie des missions terminées pour couvrir leurs besoins de liquidités, de manière à poursuivre l'exécution de leurs mandats respectifs sans interruption. Si l'Assemblée générale n'avait pas approuvé le financement par avances internes entre missions en cours, les missions qui connaissent des difficultés de trésorerie, telles que la MINURSO et la MINUK, n'auraient pas pu rembourser les avances qu'elles avaient prélevées sur les comptes de missions terminées en 2019, et auraient encore besoin de faire appel à ce mode de financement.

Activités relevant du budget ordinaire

45. En attendant de trouver une solution permettant de remédier à l'insuffisance des réserves de liquidités au titre du budget ordinaire, l'Organisation a été contrainte d'utiliser les fonds disponibles sur les comptes des missions de maintien de la paix terminées pour assurer la continuité des activités relevant du budget ordinaire en 2018, 2019 et 2020.

46. Le Secrétariat a continué de gérer les activités relevant du budget ordinaire de 2021 en partant du principe qu'il pourrait de nouveau prélever des avances sur les comptes des missions terminées lorsque les réserves de liquidités seraient épuisées, en attendant la décision de l'Assemblée générale concernant les mesures proposées par le Secrétaire général dans son rapport sur l'amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies (A/76/429), qui sera examiné par l'Assemblée pendant la partie principale de la soixante-seizième session. S'il était privé de cette possibilité, cela aurait de graves conséquences pour les activités relevant du budget ordinaire, les réserves de liquidités du budget ordinaire n'étant pas suffisantes à l'heure actuelle pour assurer la continuité de ces activités, malgré les mesures d'économie strictes qui ont été appliquées ces dernières années.

V. Décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre

47. L'Assemblée générale est invitée à :

- a) Prendre note du présent rapport ;
- b) Autoriser le maintien dans les comptes de 24 missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé d'un solde de trésorerie net de 159 448 000 dollars jusqu'à ce que la situation de trésorerie s'améliore et se stabilise en ce qui concerne aussi bien le budget ordinaire que les opérations de maintien de la paix.

Annexe I

Missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé : montant au 30 juin 2021 des contributions non réglées, des liquidités, du passif et du solde de trésorerie net

(En milliers de dollars des États-Unis)

Mission	Sommes dues à des États Membres							
	Contributions non réglées	Liquidités au 30 juin 2021	Sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	Montants pouvant être portés au crédit des États Membres	Trop-perçu	Autres éléments du passif ^a	Total du passif	Solde de trésorerie net
								au 30 juin 2021
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (3) + (4) + (5) + (6)	(8) = (2) + (7)
Missions affichant un excédent net de trésorerie								
ATNUSO-Groupe d'appui de la police civile	8 713	5 683	—	(4 718)	—	—	(4 718)	965
ATNUTO-MANUTO	26 591	4 703	—	(1 838)	—	—	(1 838)	2 865
FORDEPRENU	1	4 704	(2 588)	(2)	—	—	(2 590)	2 114
FPNU	97 422	105 688	(3 299)	(13 754)	—	—	(17 053)	88 635
GANUPT	5	501	—	(120)	—	—	(120)	381
GOMNUII	3	257	—	(66)	—	—	(66)	191
MINUBH	33 835	5 555	—	(4 407)	—	—	(4 407)	1 148
MINUEE	1	2 305	(39)	(32)	—	—	(71)	2 234
MINUHA	9	25 370	(12 454)	(197)	—	—	(12 651)	12 719
MINURCAT	48	5 996	—	(3 396)	(5)	—	(3 401)	2 595
MINUS	158	7 045	—	(72)	—	—	(72)	6 973
MINUSIL-MONUSIL	12	1 766	(3)	(14)	(1)	—	(18)	1 748
MINUT	3	2 677	—	(817)	—	—	(817)	1 860
MISNUS	—	329	—	(164)	(7)	—	(171)	158
MONUG	3 776	544	—	(9)	—	—	(9)	535
MONUIK	68	622	—	(1)	—	—	(1)	621
MONUL	1	219	—	(26)	—	—	(26)	193
MONUOR-MINUAR	922	11 939	—	(208)	—	—	(208)	11 731
MONUT	—	125	(1)	(1)	—	—	(2)	123

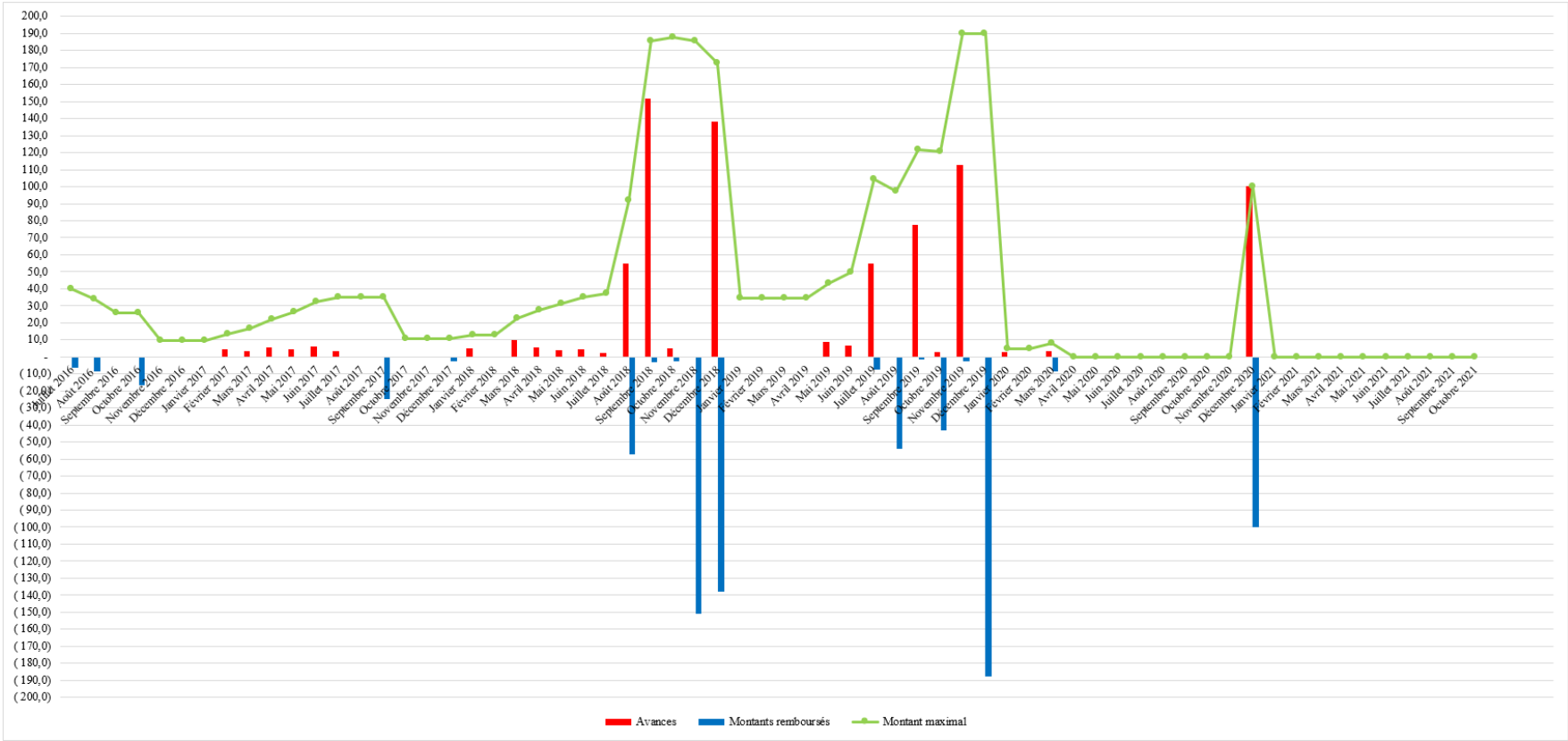
Mission	Sommes dues à des États Membres							Solde de trésorerie net au 30 juin 2021 (8) = (2) + (7)
	Contributions non réglées (1)	Liquidités au 30 juin 2021 (2)	Sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police (3)	Montants pouvant être portés au crédit des États Membres (4)	Trop-perçu (5)	Autres éléments du passif ^a (6)	Total du passif (7) = (3) + (4) + (5) + (6)	
ONUB	2	1 606	(46)	(4)	(1)	–	(51)	1 555
ONUCA-ONUSAL	78	424	–	(1)	–	–	(1)	423
ONUMOZ	8 978	8 666	–	(310)	–	–	(310)	8 356
UNAVEM-MONUA	34 856	16 545	–	(5 221)	–	–	(5 221)	11 324
UNMLT	–	1	–	–	–	–	–	1
Total partiel	215 482	213 270	(18 430)	(35 378)	(14)	–	(53 822)	159 448
Missions affichant un déficit de trésorerie net								
APRONUC	39 996	529	(39 907)	(104)	–	–	(40 011)	(39 482)
MANUH-MITNUH-MIPONUH	19 385	228	(114)	–	–	(7 366)	(7 480)	(7 252)
MINUGUA	144	1	–	–	–	(124)	(124)	(123)
MINURCA	35 538	8	(7 480)	–	–	(16 338)	(23 818)	(23 810)
ONUSOM	57 352	623	(15 490)	(70)	–	–	(15 560)	(14 937)
Total partiel	152 415	1 389	(62 991)	(174)	–	(23 828)	(86 993)	(85 604)
Total	367 897	214 659	(81 421)	(35 552)	(14)	(23 828)	(140 815)	73 844

^a Les autres éléments du passif (23 828 000 dollars) comprennent les avances non remboursées à d'autres missions terminées (11 008 000 dollars) et au Fonds de réserve pour le maintien de la paix (12 820 000 dollars).

Annexe II

Avances prélevées sur les comptes de missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé (1^{er} juillet 2016-31 octobre 2021)

(En millions de dollars des États-Unis)



Annexe III

Avances, montants remboursés et montants maximaux des avances prélevées sur les comptes de missions terminées (1^{er} juillet 2016-31 octobre 2021)

(En millions de dollars des États-Unis)

A. 1^{er} juillet 2016-30 juin 2017

	<i>Juillet 2016</i>	<i>Août 2016</i>	<i>Septembre 2016</i>	<i>Octobre 2016</i>	<i>Novembre 2016</i>	<i>Décembre 2016</i>	<i>Janvier 2017</i>	<i>Février 2017</i>	<i>Mars 2017</i>	<i>Avril 2017</i>	<i>Mai 2017</i>	<i>Juin 2017</i>
Avances	—	—	—	—	—	—	—	4,0	3,2	5,2	4,4	5,8
Montants remboursés	(6,0)	(8,0)	—	(16,5)	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde des avances	34,0	26,0	26,0	9,5	9,5	9,5	9,5	13,5	16,7	21,9	26,3	32,1
Montant maximal	40,0	34,0	26,0	26,0	9,5	9,5	9,5	13,5	16,7	21,9	26,3	32,1

B. 1^{er} juillet 2017-30 juin 2018

	<i>Juillet 2017</i>	<i>Août 2017</i>	<i>Septembre 2017</i>	<i>Octobre 2017</i>	<i>Novembre 2017</i>	<i>Décembre 2017</i>	<i>Janvier 2018</i>	<i>Février 2018</i>	<i>Mars 2018</i>	<i>Avril 2018</i>	<i>Mai 2018</i>	<i>Juin 2018</i>
Avances	3,0	—	—	—	—	—	5,0	—	9,4	5,1	3,5	4,0
Montants remboursés	—	—	(24,5)	—	—	(2,5)	—	—	—	—	—	—
Solde des avances	35,1	35,1	10,6	10,6	10,6	8,1	13,1	13,1	22,5	27,6	31,1	35,1
Montant maximal	35,1	35,1	35,1	10,6	10,6	10,6	13,1	13,1	22,5	27,6	31,1	35,1

C. 1^{er} juillet 2018-30 juin 2019

	<i>Juillet 2018</i>	<i>Août 2018</i>	<i>Septembre 2018</i>	<i>Octobre 2018</i>	<i>Novembre 2018</i>	<i>Décembre 2018</i>	<i>Janvier 2019</i>	<i>Février 2019</i>	<i>Mars 2019</i>	<i>Avril 2019</i>	<i>Mai 2019</i>	<i>Juin 2019</i>
Avances	2,0	54,7	151,7	4,5	—	137,7	—	—	—	—	8,5	6,6
Montants remboursés	—	(57,2)	(3,0)	(2,4)	(150,7)	(137,7)	—	—	—	—	—	—
Solde des avances	37,1	34,6	183,3	185,4	34,7	34,7	34,7	34,7	34,7	34,7	43,2	49,8
Montant maximal	37,1	91,8	185,3	187,8	185,4	172,4	34,7	34,7	34,7	34,7	43,2	49,8

D. 1^{er} juillet 2019-30 juin 2020

	<i>Juillet 2019</i>	<i>Août 2019</i>	<i>Septembre 2019</i>	<i>Octobre 2019</i>	<i>Novembre 2019</i>	<i>Décembre 2019</i>	<i>Janvier 2020</i>	<i>Février 2020</i>	<i>Mars 2020</i>	<i>Avril 2020</i>	<i>Mai 2020</i>	<i>Juin 2020</i>
Avances	54,7	—	77,5	2,5	112,6	—	2,5	—	3,0	—	—	—
Montants remboursés	(7,0)	(53,5)	(1,0)	(43,0)	(2,5)	(187,6)	—	—	(8,0)	—	—	—
Solde des avances	97,5	44,0	120,5	80,0	190,1	2,5	5,0	5,0	—	—	—	—
Montant maximal	104,5	97,5	121,5	120,5	190,1	190,1	5,0	5,0	8,0	—	—	—

E. 1^{er} juillet 2020-30 juin 2021

	<i>Juillet 2020</i>	<i>Août 2020</i>	<i>Septembre 2020</i>	<i>Octobre 2020</i>	<i>Novembre 2020</i>	<i>Décembre 2020</i>	<i>Janvier 2021</i>	<i>Février 2021</i>	<i>Mars 2021</i>	<i>Avril 2021</i>	<i>Mai 2021</i>	<i>Juin 2021</i>
Avances	—	—	—	—	—	100,0	—	—	—	—	—	—
Montants remboursés	—	—	—	—	—	(100,0)	—	—	—	—	—	—
Solde des avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Montant maximal	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

F. 1^{er} juillet 2021-31 octobre 2021

	<i>Juillet 2021</i>	<i>Août 2021</i>	<i>Septembre 2021</i>	<i>Octobre 2021</i>
Avances	—	—	—	—
Montants remboursés	—	—	—	—
Solde des avances	—	—	—	—
Montant maximal	—	—	—	—

Annexe IV

Missions dont le mandat est terminé ayant un déficit de trésorerie : sommes dues au 30 juin 2021 à des pays fournisseurs de contingents

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Matériel appartenant aux contingents</i>	<i>Lettres d'attribution</i>	<i>Total</i>
APRONUC	(20 370)	(19 537)	(39 907)
MANUH-MITNUH-MIPONUH	—	(114)	(114)
MINURCA	(7 477)	(3)	(7 480)
ONUSOM	(12 425)	(3 065)	(15 490)
Total	(40 186)	(22 719)	(62 991)